

AVIS DE TEMPÊTES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....
42 – 15 juin 2021



| Politique des grands nombres |

Depuis ses débuts, la gestion de l'épidémie de covid-19 par le pouvoir a été logiquement marquée sous nos latitudes par une prédominance des impératifs économiques et d'une préservation de l'ordre social, ce que même la raison médicale d'État tant invoquée ne parvient aujourd'hui plus à masquer.

Mais ce qui frappe aussi, est que les formes infinies d'auto-organisation qui auraient pu surgir des singularités individuelles pour faire face au virus et continuer d'*agir malgré lui*, aient été d'emblée comme paralysées par des sables mouvants de recommandations contradictoires et de chiffres assommants : taux de mortalité et de létalité, taux de positivité, taux d'incidence, taux de passage aux urgences et d'occupation en réanimation, taux d'anticorps persistants, taux de réinfection... et ainsi de suite. Cela met à nouveau en évidence qu'en se plaçant sur le terrain de la politique des grands nombres plutôt qu'en partant de soi –avec ses doutes comme avec ses désirs enflammés–, la réflexion finit généralement par s'embourber

dans une logique gestionnaire, où le calcul *productif* prend vite la place de la vie et de ses excès *dispersifs*. Pour briser le schéma même qui préside à toute réduction statistique de la complexité humaine, faire exister de l'unicité au-delà des moyennes et recréer de la diversité en défaisant les agrégats de données, il n'y a pas trente-six solutions. C'est le terrain même où chaque individu est sommé de s'incliner face à un intérêt supérieur collectif qu'il s'agit de refuser. C'est son propre rapport sensible à la vie, à la mort, à la maladie, aux risques à prendre, à l'entraide, aux étoiles à cueillir, qu'il s'agit de défendre face à l'exigence sociale de le sacrifier sur l'autel de la quantité. Que cette dernière se nomme patrie, économie, bien commun... ou même immunité collective.

Si la méthode médicale d'appréhension statistique est certes constitutive du rapport contemporain aux épidémies, comme le montre le vieux débat entre *contagionnistes* et *infectionnistes* lors de celle de choléra en 1832 (les uns prônant que la maladie se transmet par le contact avec les malades,

MAI 2021

Début mai, Paris (France).
Une rat.e cracheur.euse de feu fait savoir le 23 mai qu'il a incendié une voiture électrique d'*Enedis* au début du mois, précisant notamment que « *des zones entières et leurs habitant.es sont ravagées et des populations exploitées pour trouver l'uranium des centrales nucléaires et les terres et métaux rares des panneaux solaires photovoltaïques* ».

Début mai, Paris/Pantin (France).

Des inconnus annoncent le 17 mai avoir rendu visite à deux collaborateurs de la construction de nouvelles prisons au début du mois : *Gaudin Architecture* à Paris, dont les câbles en fibre optique ont été sectionnés et les tags « *Gaudin dessine des prisons et des comicos* », « *Feu aux prisons, liberté pour tou-te-s* » laissés sur place. Et *Bérim* à Pantin (SEine-Saint-Denis), dont la façade a été taguée et le digicode défoncé à coup de marteau.

15/5, Thessalonique (Grèce).
Full Face Queer – Anarcho Maria B revendique l'attaque incendiaire contre l'*Institut Goethe* de l'État allemand, en réponse à l'appel à actions décentralisées contre la menace d'expulsion du Rigaer94 à Berlin. « *Une seule décision, tous ensemble, aujourd'hui et toujours, jusqu'à danser sur le cadavre de la civilisation patriarcale.* »

15/5, Grèce.

Les *Cellules d'Action Directe* revendiquent vingt attaques incendiaires contre des cibles policières et étatiques à

les autres par l'insalubrité du milieu, à partir des mêmes statistiques parisiennes) ou encore la première modélisation mathématique à partir de l'épidémie de peste en Inde (1927), ce rapport autoritaire qui encage les singularités a pourtant des racines bien plus lointaines encore. On pourrait peut-être même le faire remonter aux origines de l'écriture en Basse Mésopotamie, où cette invention ne fut pas conçue comme un moyen de représenter le langage, mais directement à de basses fins de comptabilité administrative et commerciale, liant intrinsèquement les premiers nombres gravés sur tablettes à l'émergence de la domination étatique (avec ses besoins de recenser, taxer, mesurer, classier, uniformiser, gérer et escompter). A tel point qu'on pourrait même se demander si ce n'est pas avec la notion même de calcul et la volonté de quantifier le monde qu'a commencé le processus de domestication de nos sens.

Aujourd'hui, il n'étonnera plus personne qu'en matière médicale comme dans beaucoup d'autres, cette politique statistique des grands nombres soit devenue maître dans l'administration de nos vies par les puissants, comme l'a encore révélée l'épidémie de covid-19. Concernant les autorisations publiques de vaccins (et de médicaments), le critère se nomme ainsi tranquillement *ratio bénéfice/risque*, en basant les études sur de petits échantillons estimés représentatifs, à partir desquels seront ensuite projetées des extrapolations sur l'ensemble de nos congénères, réduisant le vivant à une collection de machineries plus ou moins standardisées et fonctionnelles. Quitte bien sûr à transformer la population mondiale en cobayes d'un laboratoire expérimental géant avec des mixtures à base de chimères génétiques, dont l'un des miracles scientifiques actuels est de n'empêcher les vaccinés ni d'être contaminés, ni d'être contagieux, mais seulement de développer les formes graves de la maladie.

Dans la même logique, afin d'effectuer leur tri en matière de soins vitaux, lourds, onéreux, d'urgence ou de crise, entre qui peut éventuellement survivre et qui n'en vaut de toute façon plus la peine, les statisticiens en blouse blanche attribuent par exemple quotidiennement des *scores* personnels aux patients. Ces derniers ne sont bien entendu pas liés à la complexité de tout individu, sur laquelle l'usine inhospitalière ne prend de toute façon pas le soin de s'attarder, mais sur les *probabilités moyennes* de survie potentielle au moment de ce tri décisif : il y a ainsi le *score de fragilité* (de 1 à 9, avec les derniers échelons attribués selon « *l'espérance statistique de vie à 6 mois* »), le *score OMS* (de 1 à 4, par exemple basé sur le fait qu'on reste alité « *plus ou moins de 50% de la journée* ») et le *score GIR* (de 1 à 6, déterminant le niveau

de dépendance, lié au fait qu'un individu puisse effectuer un certain nombre de tâches « *spontanément, totalement, correctement ou habituellement* »). C'est cette combinaison de scores, aussi performative qu'arbitrairement normative, qui détermine officiellement qui peut vivre ou mourir, ici entre un patient atteint du Covid et une personne victime d'un accident de la route ou d'un infarctus, et là entre deux malades du Covid. Un tri nommé pudiquement *sélection* ou *priorisation*, et dont il vaut mieux connaître d'avance les grilles d'évaluation en cas de souci.

Bien sûr, il est possible de faire remarquer que ces outils de gestion à prétention scientifique et objective, sont avant tout le reflet d'un monde qui a chassé la qualité et l'individu au bénéfice de l'efficacité et de la masse, après avoir dépossédé chacun de toute autonomie, au sein d'un environnement toujours plus dégradé qui appelle à son tour une multiplication de situations de crises ou d'urgences. Et que lorsque plane la peur et la mort, il est certainement plus rassurant pour beaucoup de se retrancher derrière le connu de la froide rationalité d'État que d'affronter l'inconnu expérimental d'individus librement associés pour y face. A quoi on pourrait rétorquer avec un petit sourire, que lorsqu'on a aucune prétention ni volonté de *gérer* la merde existante à un niveau aussi global que celui d'une société, y compris de façon alternative, on peut par contre *s'auto-organiser* pour tenter d'y mettre fin.

* * *

Aprésent, ce rapport autoritaire du quantitatif ne concerne pas uniquement la gestion clinique immédiate de la situation instable en cours –qui passe aussi par la priorité absolue donnée au covid-19 sur d'autres maladies graves avec de lourdes conséquences reportées dans le temps–, mais comporte également une autre dimension dont on entrevoit à peine les prémises : l'adaptation rapide de l'appareil étatique à une épidémie qui n'est pas prête de s'arrêter, en créant un nouveau type d'ordre sanitaire et productif marqué depuis un peu plus d'un an par une accélération de l'artificialisation technologique de nos vies.

En laissant de côté la Chine qui fait trop facilement figure d'épouvantail commode, la très démocratique Corée du Sud a par exemple établi dès mars 2020 un *contact tracing* total de la population en exploitant lors de vastes enquêtes sanitaires, des données comme les relevés bancaires, les factures téléphoniques détaillées, l'historique de géolocalisation, les images de vidéosurveillance publique ou les informations transmises par les administrations et les employeurs. Des informations collectées puis intégrées au sein d'un registre national et librement accessible, indiquant la nationalité des

Athènes et à Thessalonique. Leurs actions se sont déroulées ces derniers mois et une bonne partie avaient déjà été revendiquées, mais la revendication contient une proposition de créer un « *réseau de violence révolutionnaire* » afin d'amplifier l'expérience des Cellules d'Action Directe.

Les cibles attaquées à Athènes : la *Fondation pour la recherche économique et industrielle* (IOBE), le 3ème centre des impôts, la résidence de Stratos Mavroeidakos (coordinateur des projets gouvernementaux de *Nea Demokratia*), un véhicule de police, le domicile du lieutenant-général de la police grecque à la retraite, Christos Kontaridis, le domicile du général de brigade de la police grecque, Michalis Ladomenou, le domicile de Giannis Katsiamakas (président de la *Fédération panhellénique des fonctionnaires d'Athènes* (POAXIA) et lieutenant-général de la police grecque à la retraite, le domicile et la voiture de Katerina Magga, dirigeante de la police de Patissia.

Les cibles attaquées à Thessalonique : les bureaux de l'*Union hellénique-américaine*, un véhicule du ministère du Travail, des résidences de militaires, en face du siège de l'OTAN, le portail du ministère de la Macédoine-Thrace, le domicile du policier Hatzilias, la maison du président du *Syndicat des policiers* de Thessalonique, Dimitrios Padiotis, le domicile du magistrat à la retraite, ancien président de la Cour d'appel, Antonios Tsalaportas,

le domicile de la politicienne de *Nea Demokratia* Aphrodite Latinopoulou, un véhicule du corps diplomatique, la maison de la famille, de droite, du lieutenant-colonel Georgios Paskonis, le domicile de la famille Nakos, de droite, le domicile de la famille Kosmidis, de droite.

17/5, Rotterdam (Pays-Bas). Deux personnes aspergent seize véhicules de matons d'un liquide inflammable sur le parking de la prison de De Schie, avant d'y mettre le feu. Malheureusement, seuls deux d'entre eux prennent feu.

21/5, Munich (Allemagne). En Bavière, sabotage incendiaire d'une cinquantaine de câbles de moyenne tension et de fibre optique à l'est de la ville. Plus de 150 petits postes de transformations tombent en panne, impactant 20 000 clients dans les quartiers de Haidhausen, Ramersdorf et Berg am Laim. « *Le principal objectif de cette action était la société d'armement Rohde & Schwarz située près de la gare de l'Est, à qui nous avons heureusement pu couper le jus pour au moins 24 heures. [...] Pas de paix avec l'industrie d'armement. Pas de calme pour les tueurs de climat.* »

22/5, Kochersberg (France). Au nord-ouest de Strasbourg, plusieurs câbles de fibre optique sont volontairement coupés dans la nuit à plusieurs endroits. Le sabotage concerne non seulement des armoires de rue, mais également des chambres de tirage situées sous les trottoirs. Malgré le renfort d'équipes de secours venues de tout le Grand Est, internet restera indisponible pendant

personnes, leur âge, leur sexe, le lieu de leur visite médicale, la date de leur contamination, et des informations plus précises telles que leurs horaires de travail, le respect du port du masque dans le métro, les stations empruntées, les bars et autres salons de massage fréquentés. Soit un bien bel exemple de couplage d'algorithmes informatiques pour alimenter la construction d'un modèle épidémiologique et permettre une gestion optimale par les autorités, le tout complété par des quarantaines individuelles obligatoires, mises en œuvre via une application de géolocalisation sonnante et alertant directement les forces de l'ordre si les individus concernés se déplacent, ou si leur smartphone est éteint pendant plus de 15 minutes, afin de former une « *clôture électronique* » autour des pestiférés, avec en sus des coups de fil policiers aléatoires et une signalisation au voisinage par SMS de la présence d'une personne contagieuse.

Pour caricatural que soit cet exemple bien réel, ce n'est peut-être pas un hasard si un rapport sénatorial sorti début juin dans l'hexagone afin d'ébaucher quelques perspectives en vue de futures épidémies (ou de « *catastrophe naturelle ou industrielle, et d'attaque terroriste* ») nécessitant des réclusions de masse, vient également d'avancer quelques propositions en ce sens. A l'heure de la connexion permanente, quand tout un chacun se promène déjà volontairement avec un mouchard électronique en poche, s'habitue peu à peu au télétravail, à la télémédecine et à l'enseignement à distance, quoi de mieux en effet pour ce rêve totalitaire de tout démocrate numérique, que de pouvoir enfin désactiver à distance les pass de transport, transformer les smartphones en bracelets électroniques (avec *selfies* aux forces de l'ordre pour prouver sa présence) ou délivrer/retirer des laissez-passer différenciés en tout genre sous forme de *QR codes* grâce à un *Crisis Data Hub* centralisé ?

Pour qui a par exemple commencé à se travestir en voyant patrouiller des drones policiers pendant le Grand Confinement ; pour qui s'est figé en voyant s'ajouter aux intrusives caméras de vidéosurveillance de nouveaux dispositifs de contrôle des corps dans l'espace public comme les détecteurs thermiques, les attestations de déplacement et autres certificats de vaccination ; pour qui a conclu plus souvent qu'à son tour que mieux valait être seuls et sauvages qu'accompagnés de filets algorithmiques... il est certainement grand temps de lever les yeux vers ces grands câbles de cuivre tendus dans le ciel ou de se pencher vers toutes ces rigoles où les chaînes du vingt-et-unième siècle filent sous nos pieds à la vitesse de la lumière.



| Dans l'ombre |

*Activités clandestines d'anarchistes espagnols
exilés à Lyon (1945-1955)*

Lundi 18 janvier 1951. Il est 18h56. Le soleil s'est déjà couché, et le gel s'empare impitoyablement des rues de Lyon. Comme chaque soir, un fourgon postal blindé doté d'une escorte policière se présente devant le bureau des PTT sis 99, rue Duguesclin dans le sixième arrondissement. L'escorte, composée de deux agents du poste de police de la Place Antonin-Poncet, présents aux côtés du chauffeur, a pour charge de protéger l'opération qui consiste à récupérer la recette de la journée remise par un commis à travers une porte de triage.

L'agent Morin se poste entre cette porte et l'accès arrière du fourgon, muni d'un pistolet-mitrailleur *Mas 38*. Alors que le commis est sur le point de se présenter avec un sac renfermant près de six millions de francs, deux individus coiffés de feutres sombres et armés de pistolets-mitrailleurs surgissent d'une allée. Ils ordonnent à l'agent Morin de lâcher son arme, mais l'agent n'obtempère pas. Les braqueurs n'hésitent pas, l'un d'entre-eux ouvre le feu et le flic s'écroule par terre. Dans l'habitacle du fourgon, le chauffeur déclenche l'alarme. Une sirène perçante retentit, puis l'agent ouvre le feu. Une balle se loge dans la jambe d'un braqueur, tandis que son complice riposte avec longue rafale : quatorze impacts criblent le pare-brise. L'agent de police Arnaud est tué net ; le chauffeur est grièvement blessé, mais il parvient à enclencher le verrouillage des portes du fourgon.

Le braqueur avance vers l'agent Morin à terre et lui ôte son pistolet-mitrailleur. Même en le voulant encore malgré la réaction virulente des flics, il n'y a plus rien à faire face au verrouillage du fourgon : la recette journalière est insaisissable. Après s'être couverts par une dernière rafale en direction du tambour de l'entrée réservée à l'accueil du public, blessant plusieurs clients, les braqueurs se retirent par la rue de Sèze. Un témoin les voit monter dans une Citroën traction avant, modèle 15 CV, au volant duquel se trouve un troisième complice. Ils partent à toute allure, mais le témoin réussit tout de même à relever le numéro d'immatriculation.

plus de quatre jours pour des milliers d'habitants du coin, et notamment pour des élèves enfin libérés de l'école, alors en distanciel.

23/5, Saint-Denis (France).

En Seine-Saint-Denis, deux jours après avoir inauguré le nouveau *Centre de supervision urbaine* (CSU) gérant les 93 caméras de vidéosurveillance de la ville, l'adjoite au maire en charge de la sécurité et de la tranquillité publique retrouve le pare-brise de sa voiture entièrement enfoncé par un beau jet de pavé nocturne.

23/5, Nochten (Allemagne).

En Saxe, une bande transporteuse de la mine de charbon gérée par le géant de l'énergie *LEAG* est mise hors d'usage. La revendication, qui détaille la façon de procéder pour saboter les bandes à l'aide de coupe-boulons, précise avoir voulu « *mettre un bâton dans les roues du capitalisme-extractiviste-de merde. [...] Nous avons trouvé la liberté et la puissance dans l'attaque de cette nuit et appelons tou-te-s les anarchistes, autonomes et insurgé-e-s à être dangereux-ses envers tout ce qui fait la guerre à nos corps, à la terre et à notre propre vie.* »

25/5, Berlin (Allemagne)

Le *groupe Volcan* incendie, à environ 250 mètres du site de la future usine *Tesla* de Berlin/Grünheide six câbles électriques à haute tension (110 000 volts) de la compagnie *Edis* qui alimentaient le chantier de la future usine. « *Mettre fin à l'idéologie du progrès technologique illimité et à la destruction mondiale de la planète ne se fera pas seulement avec de belles paroles. A l'avancée de cette destruction – nous opposons le sabotage.* »

25/5, Hambourg (Allemagne). Les agences *Pôle Emploi* de Mümmelmannsberg et Eimsbüttel sont attaquées avec des pierres, de la peinture et des marteaux. « *On peut aller au boulot dans des trains de banlieue bondés le matin, mais il est interdit de boire une bière dans le parc le soir. Quelques vitres brisées n'y changeront naturellement rien. Mais il pourrait y en avoir plus ! Et la rage latente pourrait bien chercher sa juste cible ... Pour cela nous sortons la nuit, sans trêve* ».

28/5, Erfurt (Allemagne). En Thuringe, le *Commando Paul Schäfer* revendique l'attaque contre le néonazi Julian Nico Moritz Franz, 25 ans, qui avait notamment participé à une descente néonazie dans le quartier plutôt antifasciste de Connewitz à Leipzig. Le groupe a brisé la porte avec un bélier, puis ligoté le néonazi ainsi que sa copine. Il l'a ensuite roué de coups et a brisé sa jambe avant de quitter les lieux. « *Si vous venez chez nous, on viendra chez vous.* » Les médias feront le parallèle avec une action qui s'est déroulée mi-mars à Ellenburg (Saxe), où un groupe déguisé en policiers avait sonné à la porte d'un fonctionnaire du parti néonazi NPD, Paul Rzehacz, 30 ans, avant de rentrer chez lui et de lui briser les jambes.

28/5, Berlin (Allemagne) Le véhicule privé du nazi Sebastian Thom, soupçonné de participation à plusieurs attaques incendiaires contre des voitures d'antifascistes et de gauchistes dans le quartier de Neukölln, est incendié pendant la nuit.

28/5, Kloster Veßra (Allemagne). En Thuringe, un lieu de rencontre néo-nazi, l'auberge *Goldener Löwe*, est pris pour cible. Le feu aurait

D'importants barrages de police et de gendarmerie sont immédiatement dressés sur tous les grands axes de l'agglomération lyonnaise, mais les braqueurs restent introuvables. Si l'agent Arnaud a été tué net, le deuxième serviteur de l'ordre, Morin, mourra à l'hôpital seize jours plus tard. Malgré les importants moyens mobilisés par la Sûreté et la Police Judiciaire, l'enquête stagne pendant des jours. Une semaine plus tard, le 25 janvier 1951, la Citroën est finalement retrouvée dans le canal de Jonage, à la hauteur du pont de Croix-Luzet à Villeurbanne. Le lendemain, un client blessé lors du hold-up, Auguste Jard, décède à l'hôpital des suites de ses blessures.

Le 28 janvier, la police judiciaire décide d'organiser des rafles dans les milieux délinquants de Villeurbanne et Vaulx-en-Velin. Soumis à des traitements brutaux, quelques langues se délient et suggèrent que le coup raté pourrait bien venir du côté des milieux anarchistes espagnols, dont le nombre et la présence sont assez significatifs à Lyon. Dès l'entre-deux-guerre, de nombreux Espagnols immigrèrent dans la région lyonnaise où l'industrie était en demande de main d'œuvre, et des noyaux anarchistes se formèrent alors parmi eux. Lors de révolution de 1936, nombre de ces Espagnols rentrèrent ensuite dans la péninsule pour se battre dans les milices anarchistes, un combat qu'ils poursuivirent à partir de 1939 sur le sol français contre l'occupation nazie. Après la Deuxième Guerre mondiale, la communauté libertaire espagnole resta très active dans la région lyonnaise, surtout à Villeurbanne, mais aussi à Vénissieux, Oullins, Saint-Priest et Givors. Plus loin encore, il y avait aussi d'importants noyaux à Grenoble, Saint-Etienne, Roanne et Villefranche-sur-Saône. A Villeurbanne, les anarchistes espagnols avaient ainsi un local, *La Baraque*, situé cours Zola, où furent organisées discussions, réunions, activités culturelles et excursions. Un nombre conséquent de compagnons de ces noyaux rhône-alpins s'engagèrent à la fois dans la guérilla en Espagne et dans les activités de soutien à ce combat.¹

Au soir du 29 janvier 1951, un premier suspect est arrêté dans l'enquête sur le hold-up de la rue Duguesclin. Il s'agit de Juan Sánchez dit *El Pelao*, un anarchiste qui s'est non seulement battu lors de la guerre d'Espagne, mais a aussi participé à la résistance au sein des FFL (*Forces Françaises Libres*).² La police est sur les dents. Il lui faut des aveux coûte que coûte. Juan Sánchez est passé à tabac, puis torturé. Il finit par céder et lâcher des noms. Dans

la nuit du 31 janvier au 1er février, trois autres anarchistes sont arrêtés. Il y a d'abord Francisco Bailó Mata³, un anarchiste espagnol qui s'est exilé en France après la victoire de Franco, où il a rejoint la Résistance puis passé plus de quatre ans dans le camp de concentration de Mauthausen (Autriche) après son arrestation par la Gestapo. Quelques heures plus tard, la police lyonnaise met aussi la main sur deux autres compagnons : Antonio Guardia-Socada⁴ et Juan Català-Balaña⁵ (blessé à la cuisse lors du braquage). Enfin, un cinquième suspect reste activement recherché, le jeune frère de Francisco : José Bailó Mata. Son corps sans vie sera découvert le 5 février dans un jardin de Vénissieux et sa mort présentée par la police comme « un suicide », tout en interdisant à la famille de venir reconnaître le corps. Selon les flics, il présentait une blessure par balle à la tête, tandis que selon des sources journalistiques, le corps présentait à l'inverse une blessure par balle dans le dos...⁶

*
* * *

Les jours suivants, le pouvoir lance d'immenses rafles conduisant à l'arrestation de centaines d'anarchistes – français et espagnols – à travers tout le pays, interrogés puis relâchés au bout de quelques jours. Le déploiement policier fut énorme : des postes de contrôle et de barrages furent par exemple installés pour « cadenasser » la ville de Lyon, de nombreux domiciles furent perquisitionnés et les interrogatoires furent particulièrement brutaux. Plusieurs anarchistes dénoncèrent des tortures. Parmi les centaines d'arrêtés, une vingtaine fut incarcérée plusieurs mois afin de marquer la volonté de « nettoyer » le milieu des exilés espagnols. Si une certaine « tolérance » avait pu en effet faciliter jusque là l'organisation de la lutte clandestine et les actions de guérilla depuis la France vers l'Espagne, les renseignements français n'avaient cependant jamais cessé d'informer ni leurs collègues franquistes, ni d'alerter les autorités hexagonales sur le danger potentiel et réel que représentaient les franges les plus activistes, aguerries par plus d'une décennie de luttes en armes. Deux ans plus tôt, fin 1949, année riche en actions des groupes de guérilla anarchiste, mais malheureusement aussi de morts et d'arrestations, les pontes du *Mouvement Libertaire en Exil* (MLE) avaient de leur côté également redoublé leurs manœuvres depuis Toulouse afin de freiner et de paralyser la continuation de la lutte,

été mis à partir de la cave. C'est le troisième lieu de la sorte qui crame dans la région en à peine quelques semaines.

30/5, Charleville-Mézières (France).

Dans les Ardennes, quatre des sept caméras de vidéosurveillance du quartier de Manchester, et deux des neuf de celui de la Ronde Couture sont respectivement abattues à la disquette au cours du week-end.

31/5, Berlin (Allemagne).

Un véhicule de l'entreprise de construction *Strabag* est incendié. « *Chaque nouveau mètre d'autoroute signifie la destruction du climat, coulé dans le béton. Attaquer l'IAA [salon international de l'automobile] à Munich/Salutations à toutes les occupations de forêts/ Le Rigaer94 restera !* »

JUIN 2021

3/6, Berlin (Allemagne).

Dans le quartier de Kreuzberg, deux véhicules de la société immobilière *Degewo* sont incendiés.

5/6, Brême (Allemagne).

Dans le quartier de Neustadt, des conteneurs à ordures sont incendiés et les vitres de deux agences immobilières brisées. Pour couvrir leur fuite, les assaillants allument une barricade dans la rue. Revendiquée par des *Groupes Autonomes et Anarchistes* contre les expulsions : « *Pour une vie et un habitat autodéterminés et auto-organisés partout !* »

6/6, Brême (Allemagne).

Vers 2h40, des engins incendiaires sont lancés de l'arrière de l'enceinte du

commissariat sur plusieurs véhicules anti-émeute. Trois fourgons et un bus sont réduits en cendres et quatre voitures de patrouille endommagées. « *Trois mois après le meurtre, par la police, de Qosay K., nous avons mis le feu sur le parking de la police anti-émeute. Le sabotage est une attaque digne contre un ennemi beaucoup plus fort.* »

10/6, Montreuil (France).
En Seine-Saint-Denis, le bureau de la paysagiste Laurence Jouhaud, qui s'est notamment occupée de reverdir la taule de Fleury-Mérogis, reçoit une visite nocturne : plombs arrachés, interphone volé et digicode fondu au chalumeau. Les tags « *Crève la taule (A)* » et « *laurence jouhaud paysagiste de prisons* » sont laissés sur place.

12/6, Grand Est (France).
En Meurthe-et-Moselle et en Meuse au cours de la même nuit, et alors que venait de se dérouler un procès pour « association de malfaiteurs » contre des opposants au projet de centre d'enfouissement de déchets radioactifs, trois acteurs et infrastructures de cette future pouvelle nucléaire ont été attaqués :
A Nancy, une bonne dizaine de vitres du bâtiment qui héberge la chambre de l'agriculture, la SAFER et des bureaux de l'assureur *Groupama*, partie civile au procès, sont parties en éclats, tandis qu'un tag disait sur la façade : « *Nik le Nuk* ».
A Bar-le-Duc, les vitres des locaux de la SAFER ont été visées et un tag inscrit : « *Bure zone libre* ».
Entre Ligny-en-Barrois et Tréveray, les voies ferrées désaffectées que la SNCF veut réhabiliter pour pouvoir raccorder CIGÉO au réseau national ont été endommagées à plusieurs endroits à l'aide d'un crick de voiture.

tout en conservant une rhétorique combative. Le secrétaire-général de la CNT, José Peirats, qui fut arrêté dans la foulée de l'affaire de Lyon et torturé pendant deux jours, n'eut ainsi aucune honte à préciser quelques décennies plus tard, comment lui et de nombreux autres cadres toulousains considéraient la lutte clandestine de ces années-là : « *Il ne s'agissait pas d'irriter le régime par des attaques violentes inopportunes. L'action violente menée à l'intérieur par des individus et des groupes, plus ou moins suicidaires, venus de l'exil, était, même à l'intérieur, mal appréciée quand elle n'était pas condamnée à cause des réactions sauvages qu'elle provoquait chez la police. Cette action violente incontrôlée était menée par des individus qui n'étaient pas capables de faire autre chose et qui demain serait sûrement un poids pour le syndicalisme réimplanté.* »⁷

Et ce qui valait pour les activités armées en Espagne, l'était avec encore plus de force pour les activités subversives et armées en France, terre d'accueil de l'exil confédéral. Le *Mouvement Libertaire en Exil* ne pouvait en aucune façon être associé à de quelconques illégalismes, voire des actions, sur le sol français : ce fut quelque part le credo immuable suivi pendant des décennies par tous les dirigeants du MLE, au-delà de leurs variations rhétoriques.

Face à cette opération répressive d'une ampleur inouïe, qui précéda de peu la normalisation des relations diplomatiques entre la République française et l'Espagne franquiste en février 1951, le *Mouvement Libertaire en Exil* fut donc pris de panique et se hâta de prendre ses distances avec les braqueurs arrêtés, en les présentant comme des « *gens extérieurs à l'organisation* » qui avaient agi « *pour leur propre compte* », dénonçant au passage ces « *anciens camarades qui étaient tombés dans le gangstérisme* », tout en faisant fi d'oublier que ces expropriations alimentaient les caisses de résistance du MLE plutôt que les comptes privés de ces quelques « *anciens camarades* ». Les organisations libertaires ne firent même pas le minimum en dénonçant par exemple le fait que le jeune José Bailó Mata avait été « suicidé », et profitèrent même de l'occasion pour expulser des compagnons « illégalistes » gênants, comme Laureano Cerrada Santos⁸. Pendant ce temps, d'autres anarchistes peu commodes, comme Francisco Sabaté dit *El Quico*, étaient torturés et furent gardés pendant des mois dans les geôles françaises.⁹

Lors de ces rafles, la police fit aussi une importante trouvaille, en découvrant un petit avion de tourisme, un *Norécrin*, stationné sur l'aérodrome de Guyancourt, près de Versailles. Il s'avéra que cet avion, inscrit au nom de Georges Fontenis (alors secrétaire-général de la *Fédération Anarchiste*) et piloté par le compagnon Primitivo Gómez, avait servi à plusieurs raids sur Espagne au cours des années précédentes, l'appareil se posant au retour soit à Angoulême, à Saint-Jean-d'Angély ou à Guyancourt. Les fonds destinés à son achat avaient été rassemblés par l'anarchiste Laureano Cerrada, qui fut d'ailleurs arrêté un mois avant le braquage de Lyon et incarcéré à Evreux, suite de la découverte d'une imprimerie clandestine à Gaillon (Eure), où étaient fabriqués de faux marks allemands. D'après les déclarations des accusés, l'appareil avait été utilisé en septembre 1948 dans le but d'assassiner Franco, lors de la traditionnelle manifestation de Saint-Sébastien. Dans la partie inférieure du fuselage de l'avion, une trappe avait été aménagée pour permettre de lancer, à la main, des bombes sur la tribune officielle. Le *Norécrin* fut cependant intercepté par quatre avions de chasse de l'armée espagnole juste avant d'avoir pu accomplir l'attentat.¹⁰ S'il n'y avait pas de lien direct entre le hold-up de Lyon et l'avion *Norécrin*, comme essayèrent d'argumenter les raflés, il restait pourtant indéniable que des groupes d'action d'exilés étaient actifs, y compris sur le sol français...

*
* * *

Suite à ces rafles et arrestations dans les milieux anarchistes espagnols, certains noyaux et petits réseaux de militants confédéraux soutinrent donc presque en cachette les accusés de l'affaire de Lyon, tandis les organisations se livraient à une surenchère de certificats de bonne vie et mœurs afin de se distancier de toute activité illégale. Il est vrai que l'État français était alors en pleine recherche de prétexte pour mettre hors-la-loi les organisations libertaires en exil¹¹ afin de paralyser les activités clandestines qui se développaient, malgré les pompiers de sa direction, en leur sein et surtout à leur marges. Mais ces prises de distance ne furent pas qu'un simple jeu formel et tactique dont le but était de désorienter la répression. Les compagnons qui mettaient leur vie en jeu pour l'anarchie, ne pouvaient réellement pas compter sur une défense de la part des organisations libertaires au cas où tomberaient pour des actions armées. Au cas où cela se

B.O.R.I.S. qui signe ces attaques coordonnées précise : « *Pour que le projet ne voit jamais le jour, parce que nous ne voulons pas d'un système qui détruit toujours plus, continuons notre harcèlement envers les institutions, les entreprises et les infrastructures qui aident l'Andra à s'implanter à Bure. Il est encore temps !* »

12/6, Bruay-sur-l'Escaut (France).

Dans le Nord, la voiture personnelle de la conseillère municipale déléguée aux fêtes est volontairement incendiée vers 23h30 devant chez elle. C'est la sixième fois qu'un élu de cette commune voit son véhicule partir en fumée depuis 2019, au grand dam de la maire et de la police.

14/6, Toulouse (France).

En Haute-Garonne, la vitre d'un cabinet d'huissier et celle d'une agence immobilière adjacente sont brisées dans la nuit. « *Solidarité avec les expulsés ! Vive le squat ! Vive la nuit ! Vive le vandalisme !* » conclut le communiqué.

produisait en Espagne, une certaine défense à géométrie variable était encore peut-être envisageable dans certains cas (et plus pour souligner la brutalité répressive implacable du régime franquiste que pour défendre la lutte armée ; et non sans taper au passage sur les doigts, y compris post mortem, des incontrôlés qui ne se conformèrent pas aux directives des instances organiques du MLE, comme le fit Federica Montseny dans un infâme communiqué après la mort de Sabaté¹²) ; par contre, si cela se produisait en France, cette grande terre d'accueil républicaine, cela n'était pas seulement hors de question, mais il fallait aussi coûte que coûte, infamie sur infamie, mobiliser l'ensemble des organes de propagande pour désamorcer tout imaginaire qui pourrait faire un lien ici entre « anarchistes espagnols » et « action violente ».

Inutile de dire alors que si, en plus, les choses tournent vinaigre comme lors du hold-up de Lyon où un simple client de la Poste y laissa la vie, il fallait non seulement dénoncer le « gangstérisme », mais aussi crier au « montage » fabriqué par les services franquistes ! Et peu importe le fait que ces compagnons menaient ces expropriations afin de financer la lutte clandestine en Espagne, d'aider les prisonniers libertaires, de financer les journaux et les affiches, d'acheter des armes et – pourquoi pas – de se soustraire aussi en passant à un esclavage salarial qui ne laisse que trop peu de temps à pouvoir dédier aux activités subversives¹³. Peu importe également que ces compagnons luttèrent dans les milices anarchistes en Espagne, qu'ils s'évadèrent des geôles franquistes, qu'ils participèrent aux maquis contre les nazis, qu'ils passèrent pour certains des années dans un camp de concentration nazi,... Peu importe tout cela : ce n'étaient rien moins que des « *ex-camarades, tombés dans le gangstérisme* ».

*
* * *

Au fur et à mesure que l'enquête lyonnaise avançait, les enquêteurs finirent par établir des liens entre différents faits et hold-ups, mais également avec celle précédente visant le réseau clandestin monté autour de Laureano Cerrada, qui fournissait un soutien logistique primordial à la guérilla anti-franquiste avec de la fausse monnaie, des braquages de fourgons, des entreprises de transport pour couvrir les déplacements et les transferts de fonds, des achats d'armes etc. Cerrada avait bien entendu été désavoué par l'ensemble des instances dirigeantes du MLE, réussissant pour une fois à « *rétablir l'unité confédérale* »¹⁴ contre lui. Mais les enquêteurs firent aussi le rapprochement avec un autre tentative de hold-up de la région qui portait la signature d'anarchistes espagnols : celui qui avait visé l'usine chimique Rhône-Poulenc à Péage-de-Roussillon, trois ans avant celui de la rue Duguesclin à Lyon, établissant alors un lien entre le réseau de Cerrada, les groupes de guérilla comme celui de Sabaté, et les groupes d'expropriateurs gravitant autour de Lyon.

A Péage-de-Roussillon, en Isère, une voiture s'arrêta la nuit du 6 au 7 mai 1948 près de l'usine *Rhône-Poulenc*. Des hommes masqués et armés pénétrèrent ensuite dans le bâtiment, non sans avoir préalablement coupé les fils téléphoniques extérieurs, avec pour objectif de s'emparer de la paye du personnel. Deux vigiles, Poncet et Hennebaud, furent rapidement ligotés et bâillonnés. Mais le troisième, Maurice Monnot, qui était en train d'effectuer sa ronde, surgit à l'improviste et tenta de s'opposer aux intrus, avant d'être abattu net d'une rafale de mitraillette. La mort du gardien n'était évidemment pas prévue au programme, et le petit groupe regagna l'automobile sans perdre un instant. Leur fuite fut si précipitée qu'ils laissèrent derrière eux bon nombre d'indices. Les voleurs avaient bien songé à changer les plaques minéralogiques de la voiture ; mais ils avaient conservé les vraies, sans doute dans l'intention de les remettre en place une

fois le coup réussi. Arrivés sur place, parmi tout leur matériel, ils avaient déposé au sol, par mégarde ou volontairement, les vraies plaques que, dans la panique du départ, ils oublièrent de reprendre.

La police n'eut donc aucun mal à identifier le propriétaire du véhicule numéro 7263 FS 8 : Carlos Vidal Pasanau, un Espagnol résidant à Toulouse qui avait acheté l'auto en novembre 1947 à un garagiste de Toulon. Carlos n'attendit évidemment pas que les policiers viennent le chercher, et franchit clandestinement la frontière. Il fut cependant arrêté le 4 juin 1949 à Barcelone. Aussitôt interrogé sur commission rogatoire, Carlos déclara que le véhicule immatriculé à son nom appartenait en réalité à un certain Francisco Sabaté Llopart, qui l'avait chargé le 3 mai 1948 de le conduire jusqu'à Perpignan, ce qu'il avait fait, puis lui avait demandé de poursuivre sur Lyon, toujours avec la voiture, ce qu'il avait refusé. Ces déclarations portées en Espagne contre un homme qui narguait les services de police depuis des années furent la cause de l'inculpation de Sabaté, même si un non-lieu fut finalement prononcé en sa faveur pour insuffisance de preuves. Cela n'empêcha pas l'enquête de rester ouverte jusqu'en 1955.

Après quatre années d'investigations en tous sens, le procès contre les accusés de la sanglante tentative de braquage de Lyon s'ouvrit le 10 janvier 1955 devant les Assises du Rhône, en constituant l'un des plus importants dossiers criminel de l'après-guerre. Si 222 arrestations avaient initialement été effectuées dans les milieux anarchistes, 37 individus restaient accusés d'avoir participé de près ou de loin à des expropriations, non seulement dans la région lyonnaise, mais également à Paris et dans le Midi. Le premier hold-up retenu contre « *le gang des espagnols* » s'était déroulé en octobre 1947 lorsqu'un groupe braqua l'*Entreprise Industrielle* à Séchilienne, emportant plusieurs millions de francs destinés à la paye des ouvriers. Puis, en mai 1948, il y eut celui

contre l'usine chimique de *Rhône-Poulenc*, à Péage-de-Rousillon. Et en mars 1950, un autre contre la bijouterie *Ajoulat*, avenue Jean Jaurès à Lyon. Puis celui de la rue Duguesclin contre le fourgon de La Poste en janvier 1951, qui avait lancé toute l'affaire.

La Cour d'Assises rendit son verdict le 31 mars 1955 après quinze jours de procès. Au total, les compagnons furent reconnus coupables de 19 attaques à main armée entre fin 1945 et début 1951, pour une somme de plus de 25 millions de francs dérobée lors de ces hold-ups. Juan Sánchez fut condamné à mort, peine commuée en réclusion à perpétuité, et sortit après vingt ans de détention. Juan Català-Balaña écopa de vingt ans et sortit après quatorze années passées à la centrale de Fresnes. Antonio Guardia-Socada et Francisco Bailó Mata écopèrent des travaux forcés à perpétuité, et sortirent au bout de vingt années de prison. Dix autres anarchistes furent condamnés à des peines de plusieurs années pour complicité. Les affaires concernant le faux monnayage et quelques hold-ups commis ailleurs furent jugés par les Assises de l'Isère et de la Haute-Garonne. Là aussi, des dizaines de compagnons furent condamnés à des peines de prison allant jusqu'à plusieurs années.

Pendant ce temps, alors que l'État réglait son compte aux intransigeants, le MLE désavouait les « *individus suicidaires qui ne savaient faire rien d'autre* », dénonçait « *des méthodes inadmissibles* » et condamnait par-là ce qu'il y avait de plus vivant, de plus tenace, de plus audacieux dans la lutte anarchiste contre le franquisme. Si on ne devrait pas s'étonner que les vies et les tourments, les efforts et les douleurs, les coups d'audace et les échecs terribles de celles et ceux qui agirent à l'ombre restent inconnus au-delà des cercles qui se dédièrent à la lutte souterraine, rien ne dit par contre qu'il faudrait se résigner encore aujourd'hui à ce que non seulement l'ennemi autoritaire, mais aussi les « *camarades irréprochables* »¹⁵ traînent

cette lutte dans la boue, salissant non seulement la mémoire de la lutte anarchiste, mais par-là aussi toute expérience actuelle et à venir. Hier comme aujourd'hui.



Notes

1. Comme les jeunes lyonnais Francisco Conesa, Antonio Miracle Guitart et Manuel Ruiz Montoya qui accompagnèrent Sabaté dans sa dernière excursion en Espagne en 1960 et furent tous abattus par la *Guardia Civil*. Auparavant, à partir des années 1940, on peut mentionner, parmi ceux et celles qui marquèrent l'activité anarchiste espagnole à Lyon, les familles Padrós et Ruipérez, Juan de la Flor, Vicente Galindo dit Fontaura, Cayetano Zaplana, Eduardo Puncel, José del Amo, Juan Figueras, Vida Figueras, Enrique Soler, José Ruiz, Agustín Longas, les frères Hiraldo, les frères Bernabeu, la famille Hernández, Flores et Izquierdo.

2. Juan Sánchez (né en 1914 à Lorca dans la province de Murcie) arriva en France avec ses parents dans les années 1920, qui s'installèrent à Villeurbanne en banlieue lyonnaise. Lors de guerre d'Espagne, il fit le voyage en sens inverse pour combattre dans les rangs anarchistes. Après la victoire franquiste, il retraversa la frontière et fut interné par les autorités françaises, puis déporté en Algérie dans le camp de Djelfa. Il s'en évada et finit par gagner Londres en 1943, où il s'enrôla dans l'armée pour participer à la lutte contre le nazisme. Installé après-guerre à Lyon, il participa à un groupe d'action anarchiste.

3. Francisco Bailò Mata, né en 1917 à Leciñena (province de Saragosse), participa au mouvement anarchiste lors de la guerre d'Espagne. Exilé en France, il fut arrêté par le Gestapo pour sa participation à la Résistance, et déporté dans le camp de Mauthausen en avril 1941, d'où il fut libéré le 5 mai 1945. De retour en France, il souffrit de graves maladies et de crises d'angoisse, mais il décida tout de même de se joindre à un groupe d'action anarchiste.

José Bailò Mata, né en 1924, traversa la frontière avec ses parents lors de la victoire fasciste. Malgré son jeune âge, il servit d'agent de liaison pour le maquis en France. Puis, ensemble avec son frère, il se joignit au groupe d'action anarchiste de Lyon.

4. Antonio Guardia-Socada (né en 1917), participa à guerre d'Espagne du côté anarchiste, puis aurait servi de guide dans le réseau d'évasion de Ponzán lors de la Deuxième Guerre mondiale.

5. Dès les premiers jours de la guerre d'Espagne, Juan Catalá Balanya (né en 1913) combattit avec la *Colonne Durruti*. Il participa également au groupe guérillero *Libertador* organisé par Francisco Ponzán Vidal et chargé de pénétrer en territoire ennemi pour évacuer les militants bloqués dans Saragosse. Passé en France le 10 février 1939 avec les autres membres du groupe *Libertador*, il fut interné à Bourg Madame puis au camp du Vernet. Dès le 18 mai 1939 avec Pascual López Laguarda Sixto et Francisco Vidal Berdie, il franchit les portes du camp du Vernet comme s'il allait travailler et ne revint jamais. Deux jours plus tard, après avoir récupéré des armes cachées dans une ferme de Bourg-Madame, les trois hommes passèrent en Andorre où ils établirent des bases pour les passages des premiers groupes de militants envoyés en Espagne. Il n'allait dès lors plus cesser de participer aux multiples activités du réseau organisé par Francisco Ponzán Vidal. Début mars 1940 après une entrevue avec lui, il accepta de travailler avec les services de renseignement alliés et de participer à la lutte contre les activités allemandes en Espagne. Il partit plusieurs fois en mission en Espagne, mais fut arrêté en mai 1940. Le 25 novembre 1940, il parvint à s'évader puis à gagner la région de Saragosse et à repasser en Andorre avec un autre prisonnier grâce à la complicité d'autres compagnons. Il repartit immédiatement pour l'Espagne, où il fut à nouveau arrêté début 1941 à Barcelone. Quelques jours plus tard lors d'un interrogatoire dans le cabinet du juge, après s'être fait enlever les menottes, il bouscula les gardes

qui l'accompagnaient et parvint à s'échapper. Lors d'une nouvelle mission à Barcelone en août 1941 il fut encore arrêté et interné à la prison Modelo. Le 23 décembre 1942, il s'évada avec deux autres prisonniers mais se blessa en sautant un mur avant de parvenir à gagner une maison de Sants où, à demi paralysé, il fut arrêté quelques jours plus tard puis interné à la 5^e galerie de la Modelo. Après avoir récupéré de ses blessures, il fut transféré à Lérida puis parvint à se faire remettre en liberté. Il fut à nouveau arrêté le 25 juin 1944 à la Seu d'Urgell, et condamné à une lourde peine de prison. En mars 1947, il s'évada de la prison de Carrabanchel et passa en France le 1er avril, où il fut détenu pour «*passage clandestin de la frontière*». Libéré de la prison de Toulouse suite à l'intervention de Robert Terres, ancien des services secrets de la France Libre qui avait étroitement collaboré avec le groupe de Francisco Ponzán dans le cadre du réseau Pat O'Leary chargé de l'évacuation de résistants ou d'aviateurs alliés pendant la guerre. Comme guide, Juan Catalá en avait en effet passé plusieurs dizaines en Espagne.

Installé à Toulouse, il participa finalement comme il le pouvait aux activités clandestines des groupes d'action libertaires. Juan Catalá Balanya est mort le 14 octobre 2012.

6. Elsa Osaba (cousine de José et Francisco) dont la mère, Felisa Bailó Mata, vivait à la maison de la famille Mata dans ces années-là, raconte la violence des perquisitions : «*Francisco fut ramené [du camp de concentration] par deux infirmières en juillet 1945. Il ne tenait pas debout, être déporté à Mauthausen pendant quatre ans et un mois l'avait brisé. La famille et les voisins ne se lamentèrent jamais des cris de ses terreurs nocturnes, de sa soif insatiable, de son anxiété, de ses extravagances traumatiques... [...]. Ils arrêtaient de nombreux Espagnols. Ils ont humilié mon père, ils l'ont giflé, ils l'ont donné des coups de poing au visage qui a doublé en taille... [...]. Mon oncle Pascual [volontaire dans les Forces Françaises Libres, amputé des pieds suite au gel lors de l'offensive des Ardennes en 1944-1945] fut dénudé, ils le frap-*

pèrent, ils l'enfermèrent dans une chambre frigorifique. [...] La compagne de Francisco, une magnifique femme, fut humiliée, dénudée, torturée,... »

7. José Peirats, *Les anarchistes espagnols, Révolution de 1936 et luttas de toujours*, éd. Repères-Silena, 1989 p.319. Pourtant ces mêmes éditeurs publièrent, un an plus tard, la traduction du livre d'Antonio Telléz Solá sur Sabaté et la guérilla urbaine en Espagne (1945-1960). Ce dernier livre a été republié en 2019 par les éditions *Tumult*.

8. Né à Miedes (Guadelaajara) en 1902 et émigré à Barcelone en 1920, Laureano Cerrada Santos, animait les syndicats cheminots de la CNT et était un membre très actif des groupes de défense. En juillet 1936 il avait participé à la prise de la caserne d'Atarazanas. Exilé en France, il monta un atelier de faux papiers lors de l'occupation nazie, participa à la Résistance (sabotages, récupérations d'armes) et monta une vaste infrastructure (hôtels, imprimeries, dépôts d'armes..) qu'il mettra par la suite au service de la lutte antifranquiste. Secrétaire de coordination (1945) du *Movimiento Libertario*, il allait financer l'achat de diverses bases pour les groupes d'action (le mas Tartas, un hôtel à Font Romeu, etc), être la cheville ouvrière des principales tentatives d'attentats contre Franco, et grâce à la fabrication de fausse monnaie et à la falsification de bons du Trésor, il monta en Espagne plusieurs entreprises d'import-export qui camouflaient les activités clandestines de la CNT. En février 1946, il aurait été l'organisateur de l'attaque d'un fourgon du *Crédit Lyonnais* à Paris, où 30 millions de l'époque avaient été récupérés et destinés à l'achat d'armes en Italie, qui furent ensuite transférées des côtes italiennes aux côtes françaises avec des vedettes rapides. En mai 1947 il aurait été contrôlé à Vintimille, à la frontière italienne, où, se faisant passer pour un général, il parvint à passer une centaine de faux passeports et de la fausse monnaie. En 1948 il était membre du Comité de relations de la F.A.I. Il a grandement aidé financièrement la presse de l'exil et en particulier *Solidaridad*

Obrera, ainsi que de nombreux militants auxquels il a fourni des faux papiers. Arrêté en 1951 suite à une dénonciation à Gaillon (Eure) pour trafic de fausse monnaie, une partie de son infrastructure fut démantelée: imprimerie à Elbeuf, hôtel à Paris, garage de la rue de la Douane et son important parc de camions, fabrique de chaussures et agence de transports ; tous ces commerces étaient légaux, mais il était impossible de justifier leur origine. Parallèlement, plusieurs comptes bancaires (représentant plusieurs dizaines de millions de l'époque) furent saisis. Incarcéré de 1951 à 1954, il fut « exclu » du mouvement libertaire pour « méthodes inadmissibles ». De nouveau arrêté le 27 mai 1970 pour trafic de faux papiers, il fut emprisonné jusqu'en 1974. Le 18 octobre 1976, Laureano Cerrada est assassiné en sortant du *Café de l'Europe* à Belleville (Paris).

9. Sabaté fut arrêté le 2 février 1951. Soumis à des tortures dont il refusa toujours de parler, il tenta de se suicider en se jetant par la fenêtre du commissariat et s'en tira avec plusieurs blessures au cou. Il « signa » une confession où il admettait avoir coupé les fils téléphoniques lors du hold-up de l'usine Rhône-Poulenc le 7 mai 1948. Sabaté sortit de prison en novembre 1951, mais l'affaire le poursuivit jusqu'à la mort, les autorités françaises disposant désormais d'un levier bien précis pour compliquer ses activités de guérilla en Espagne.

10. Avec trois hommes à bord (le pilote, Antonio Ortiz Ramirez et José Pérez Ibáñez dit *El Valencia*), chargés de convoyer les vingt bombes à fragmentation de cinq kilos et les quatre bombes incendiaires de dix kilos chacune – volées dans une poudrière d'Orléans pendant l'Occupation – le *Norécrin* décolla du terrain d'aviation de Dax (Hautes Pyrénées) le dimanche 12 septembre 1948, puis mit le cap sur Biarritz et la mer pour virer ensuite à gauche et atteindre Saint-Sébastien par la baie de La Concha. Après avoir bombardé la tribune du *Club nautique* d'où Franco et les hauts dignitaires du régime de-

vaient présider des régates, l'appareil atterrirait sur un terrain espagnol déjà repéré et ses occupants le feraient sauter, avant d'être pris en charge par l'Organisation clandestine de l'intérieur. Tel était le plan. Mais à peine le « bombardier » artisanal était-il arrivé en vue de l'objectif qu'il était intercepté par quatre avions de chasse qui lui intimaient l'ordre d'atterrir. Primitivo ne fit ni une ni deux, il piqua vers la mer à trois cents kilomètres à l'heure, redressa au ras des vagues et remit le cap sur les côtes françaises. L'incident donna lieu à un échange de communiqués diplomatiques entre Madrid et le Quai d'Orsay mais sans autre conséquence.

11. En 1953, l'État français interdit la publication *Ruta*, organe de la *Fédération Ibériques des Jeunesses Libertaires* (FIJL), qui continua à défendre l'action clandestine malgré le fait que les dirigeants du MLE désavouèrent toutes les actions armées en Espagne et ailleurs. En 1965, il interdit la FIJL elle-même, qui avait repris la lutte clandestine en Espagne.

12. « *Les tribunaux du franquisme ne pourront le [Sabaté] juger ni d'autres tout aussi sévères : ceux d'une conscience collective qui ne lui pardonnera pas si facilement de s'être insubordonné contre elle, d'être passé au-dessus des règles et des accords. Dans son obsession, dans cette volonté irraisonnée et irraisonnable qui le porta en Espagne contre toute logique, contre tout intérêt individuel et collectif, [...]* » Federica Montseny dans *CNT*, 17 janvier 1960.

13. Notons, au passage, que les policiers furent étonnés lors des perquisitions pour arrêter les braqueurs de la rue Duguesclin de la simplicité et de la pauvreté de leurs logements.

14. Luis Andrés Edo, *La CNT en la encrucijada*, 2006.

15. Formule employée par les organisations libertaires et des organisations de gauche pour défendre les militants et responsables du MLE arrêtés dans la foulée des perquisitions après le hold-up de Lyon.

| Revues, livres & journaux |

Pris dans la toile, *Recueil de textes anarchistes contre l'informatisation du monde (1987-2021)*, février 2021, A4, 144 p.

Comme le résume bien son titre, ce copieux recueil de plus d'une centaine de pages grand format est une collection de textes et d'articles qui secrètent une hostilité intransigeante envers la *mise en cage numérique* du monde. Si on y trouve quelques articles parus dès la fin des années 80 et au début des années 90 dans des journaux italiens prônant l'insurrection plutôt que le reflux après les années de plomb, en identifiant déjà la technologie comme l'axe principal de la restructuration capitaliste et étatique, la plupart des articles repris dans le recueil sont plus récents et furent rédigés ces dernières années. La sélection comporte ainsi de nombreux textes rédigés en français, mais aussi plusieurs traductions de l'italien et de l'allemand parfois inédites.

L'intérêt d'un tel recueil, en plus d'offrir un point de départ pour des réflexions et des discussions, est de mettre en évidence comment la critique du numérique et celle de la technologie tout court se sont affinées au fil de ces dernières années au sein de certains cercles d'anarchistes.

Pendant que d'autres compagnons et compagnonnes continuent de considérer la technologie « comme une simple couche de domination en plus », et non pas comme un processus qui est en train de modifier les bases mêmes de la domination – et de transformer ses sujets – ou pire, comme quelque chose qui pourrait aider à libérer l'humanité si on en faisait un usage « intelligent » et à sauver la planète à l'instar des grands prophètes des nouvelles technologies, on ne



peut que se réjouir du fait que la critique de la technologie s'étende et s'approfondisse. Car l'approfondissement de cette critique reste nécessaire, non seulement pour aiguïser l'agir, mais aussi parce qu'elle nous oblige quelque part à nous confronter avec des errances héritées de la pensée anarchiste, comme la croyance scientiste, la logique productiviste, le discours quantitatif, l'apologie de la machine pour « libérer le travail », etc. Elle nous pousse aussi à nous questionner sur d'autres héritages, comme l'appréciation trop peu critique de la figure de « l'ouvrier industriel », sur le mythe plus ou moins contemporain du « paysan » (alors que la plupart des champs sont travaillés par... des « agriculteurs » sous-traitants de l'agro-industrie), et plus généralement sur tout sujet opprimé et exploité qui, quelque part, participe aussi, à travers son travail ou son adhésion aux valeurs de la machine, à la continuité de la domination.

Bref, la critique de la technologie nous invite au fond à nous débarrasser de toute sociologie bon marché, de tout déterminisme promu par les idéologies du progrès (du syndicalisme au marxisme), d'un certain messianisme révolutionnaire aussi dont le mouvement anarchiste n'a pas été exempt. Pourquoi ? Parce que le développement technologique se déroule certes dans un contexte de division entre exploités et exploités, entre oppresseurs et opprimés, mais son développement ne repose pas uniquement sur la force et l'imposition exercées par les puissants, mais au moins autant sur l'adhésion ou l'acceptation par des pans importants des exploités et des opprimés.

Une telle conscience aiguisée ne peut pas rester sans conséquences sur nos perspectives, nos méthodes, nos angles d'attaques. C'est bien ce que la succession de textes de ce recueil et l'évolution au fil des années de la pensée critique qu'ils expriment, permet de montrer clairement.

■

Pour toute commande :
prisdanslatoile@riseup.net



blablADN. *Tout cramer pour brûler plus longtemps : un guide pour ne pas laisser de traces*, juin 2021, A5, 26 p.

Il faut bien avouer que nous sommes en général plutôt réticents à ouvrir tout ce qui peut s'apparenter à un « guide » et foisonne dans le mouvement depuis une quinzaine d'années. Car lorsqu'il ne s'agit pas de traités juridiques alternatifs, on se retrouve trop souvent face à des opuscules prescriptifs sur la manière dont chacun chacune devrait se comporter, en tentant d'établir malgré toute leur bonne volonté ce qu'il faut bien appeler des contre-normes.

Ici, avec *blablADN*, on est fort heureusement dans un tout autre monde, puisque non seulement les auteur.e.s précisent d'emblée « *ce qu'on veut pas, c'est être cru.e.s sur parole* », et surtout que leur perspective s'inscrit dans un rapport directement offensif, celui de renforcer les différents individus qui passent à l'attaque, en essayant « *de comprendre comment les flics identifient une personne avec l'ADN, et de proposer des pistes pour s'en protéger* ». Et ce non pas dans un but informatif en général, mais en s'inscrivant clairement dans la perspective de « *voir disparaître les taules, les tribunaux et les comicos et toutes celles et ceux qui participent à la machine à réprimer.* »

Ceci dit, force est de constater que quoi qu'en pense de la fameuse « reine des preuves », le risque de laisser des traces d'ADN sur un objectif visé reste parfois paralysant, et que cette brochure vient donc à point nommé pour expliquer de façon extrêmement claire ce qu'est l'ADN et comment l'ennemi procède pour le repérer, l'extraire, l'analyser, l'archiver et le faire valoir pour ses enquêtes. Mais ce n'est pas tout, puisqu'à l'aide d'un petit exemple concret intitulé « *Ne pas se cramer en cramant une Porsche* », cette brochure détaille tout un mode opératoire possible en la matière, du point de départ jusqu'au retour satisfait d'avoir mené à bien ce qu'on avait projeté.

Pour ne rien laisser au hasard, elle distingue par exemple la question de l'ADN qu'on laisse directement sur place de celui apporté à cause du matériel, avec des listes de produits très précis (sur leur composition, leur dosage, leurs effets, leur usage) à utiliser pour éviter que cela ne se produise. Enfin, elle développe également une intéressante proposition sous forme de « *protocole* », afin de bien « *nettoyer son matériel avant de partir en action* », en évitant toute contamination d'ADN indésiré notamment en cas de confection artisanale de ce dernier (de la préparation du plan de travail au nettoyage et au confectionnement/stockage).

Bref, que ce soit pour comprendre « *scientifiquement* » de quoi on parle concrètement, que ce soit pour connaître les dernières techniques de l'ennemi, que ce soit pour savoir où se nichent leurs labos, ou tout simplement pour confronter son contenu avec ses propres expériences, voilà en tout cas un petit guide vraiment complet pour qui ne souhaite pas se payer de mots...

◆

